



Ministère de l'Enseignement supérieur

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, effectue, aujourd'hui, une visite de travail dans la wilaya de Tizi Ouzou.

EL MOUDJAHID



M. Tahar Hadjar à Tizi Ouzou

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Tahar Hadjar, effectuera aujourd'hui une visite de travail dans la wilaya au cours de laquelle il procèdera à l'ouverture du colloque international sur l'enseignement à distance qu'organise l'université Mouloud-Mammeri sous le thème «Enseignement à distance entre théorie et pratique : expérience du modèle algérien».

LES 16 NOVEMBRE À 9H
À L'USTHB

Gestion de la carrière scientifique des chercheurs femmes

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène, en collaboration avec l'université d'OREGON et l'université du Connecticut, organise un workshop sous le thème «Gestion de la carrière scientifique des chercheurs femmes» destiné aux femmes scientifiques chercheurs et ingénieurs de toutes spécialités.

EL MOUDJAHID

UNIVERSITÉ DE TIZI OUZOU

Une chaire pour l'étude des œuvres sur la Kabylie

Les participants au colloque sur «Pierre Bourdieu et la société kabyle» ont plaidé, hier, au terme de leurs travaux, pour la création d'une chaire universitaire pour l'étude des œuvres sur la Kabylie. Cette chaire, qui sera créée au niveau de l'université Mouloud-Mammeri, s'intéressera aux travaux sur la Kabylie, menés par des auteurs étrangers dont ceux dits orientalistes, a-t-on expliqué à la clôture de cette ren-

contre de deux jours, organisée à l'initiative conjointe de l'APW, du Laboratoire des langues et cultures étrangères de l'université de Tizi Ouzou, et de l'association culturelle «Le défi d'Irdjen». À ce propos, le représentant du Laboratoire des langues et cultures étrangères, Mohand Akli Rezzik, a indiqué à l'APS que cet instrument de recherche encourage ce «regard croisé» dans la recherche scientifique qu'il s'agit de

la Kabylie ou de tout autre sujet d'étude. «Nous avons besoin d'aller chercher ce regard extérieur et de comprendre ce qu'il nous dit sur nous-mêmes», a-t-il souligné.

Les participants à ce colloque, qui a regroupé des chercheurs des universités d'Algérie, de France et du Canada, se sont, par ailleurs, mis d'accord pour l'organisation, le 25 février prochain, d'une rencontre scientifique sur l'œuvre de Mouloud

Mammeri, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Il a été également préconisé le maintien et le renforcement du partenariat entre l'université et l'APW de Tizi Ouzou et le mouvement associatif, et ce dans une démarche d'ouverture de l'université sur la société, car «l'élite doit revenir vers la société, aller à sa rencontre et se soucier de ses préoccupations», a soutenu M. Rezzik. **APS**

COLLOQUE INTERNATIONAL À MOSTAGANEM

Les VERTUS du dialogue

Les participants au Colloque international sur le dialogue et son rôle dans le développement et la paix, ouvert hier à Mostaganem, ont appelé à introduire un module du dialogue dans les programmes d'enseignement. Le D^r Brahim Ahmed, directeur du colloque et enseignant à l'université Abdelhamid-Ibn-Badis de Mostaganem, a insisté sur l'importance de création de ce module pour les trois paliers de l'éducation et à l'université, pour instaurer une culture du dialogue chez les générations montantes. Le D^r Fella Benghriba de l'université d'Oran a mis l'accent sur la nécessité de trouver une langue de dialogue interactive, soulignant que les crises économiques prévalant dans certains pays ont

pour cause les différends politiques en l'absence de dialogue. Le D^r Allil Habib Frioui de Tunis a abordé, pour sa part, l'importance de la communication et du dialogue entre les cultures pour établir des ponts et dépasser les conflits induits par la mondialisation, tout en appelant à instaurer une culture de dialogue et de reconnaissance de l'Autre.

Le D^r Abdallah Ben Aïssa El-Ahmadi de l'Arabie saoudite a insisté sur le retour au Coran et à la Sunna pour connaître les fondements d'un dialogue sain, soulignant que l'attachement à l'éthique du dialogue doit être guidé par la foi en Dieu. Ce colloque comporte cinq volets traitant, entre autres, de «La culture du dialogue

hier et aujourd'hui : état des lieux», «La culture de la paix et le dialogue : concepts nécessaires pour chaque développement», «Enseignement et culture de la paix»,

«La religion et la problématique de sécurité dans la société humaine» et «Le travail d'art et la culture de la paix». Cette rencontre de deux jours est initiée par le Laboratoire du dialogue de civilisations, diversité culturelle et philosophie de la paix de la faculté des sciences sociales de l'université de Mostaganem, avec la participation d'universitaires et chercheurs d'Algérie, de l'Arabie saoudite, de la France, de l'Irak, du Liban, de la Jordanie, du Maroc, de la Tunisie et de la Turquie. **APS**

LICENCIEMENT DE TROIS PROFESSEURS DE L'ENSA

La communauté universitaire solidaire

Ils n'étaient pas nombreux, hier, devant le ministère de l'Enseignement supérieur à Alger, mais leur statut d'enseignants et de professeurs universitaires pesait lourdement. Ils sont venus d'Alger, mais aussi d'El Oued, de Khemis Meliana, de Sétif et d'autres régions du pays, pour prendre part au rassemblement de protestation contre le «licenciement» de trois enseignants de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA), «pour avoir dénoncé des dysfonctionnements qui gangrèment», disent-ils, leur prestigieuse école. Brandissant de nombreuses banderoles sur lesquelles on pouvait lire : «Non aux licenciements abusifs des enseignants», «Non aux représailles contre la conscience scientifique et contre les universitaires algériennes», «La tyrannie et la science ne peuvent pas cohabiter», «Liberté académique et égalité des chances des étudiants», «Liberté d'expression, un droit et une responsabilité», les manifestants, majoritairement des professeurs universitaires, ont exprimé leur colère. Parmi eux se trouvaient aussi des membres d'une organisation des droits de l'homme représentée par son président, Mohamed Saadi, et de nombreux étudiants et anciens élèves de l'ENSA. Tous se disaient «profondément touchés» par le sort réservé aux trois enseignants «frappés par une décision de licenciement».

L'historien Daho Djerbal s'est indigné : «Qui a détruit l'enseignement pour arriver à cette situation où un professeur de 40 ans de carrière est limogé par un directeur d'administration ? Je me sens très solidaire avec un collègue victime de l'arbitraire.» Tout comme lui, le doyen des psychiatres, le professeur Farid Kacha, a tenu les mêmes propos tout en exprimant ses craintes quant à l'avenir de l'université. Le professeur Abdelguerfi a affirmé : «Si je me bats aujourd'hui, c'est pour cette pépinière laissée derrière moi.» Une délégation du bureau national du Conseil national de l'enseignement supérieur (CNES) a rejoint le mouvement de protestation. «L'enseignant est une personne morale, nul n'a le droit de le toucher. Nous sommes entièrement solidaires avec vous. Nous n'allons pas nous taire», a lancé Farid Boutaba, représentant du syndicat. Et d'ajouter : «L'Algérie est en guerre contre l'injustice et notre combat s'inscrit dans cette optique. Nous ferons tout pour que les trois collègues soient réhabilités.» Rendez-vous est donné pour d'autres actions de protestation dans les jours à venir.

Salima Tlemçani

LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE SE DÉFEND

Contacté pour avoir sa version des faits, le directeur de l'ENSA, Lakhdar Khelifi, nie formellement le licenciement des trois enseignants. Il explique : *«Depuis plus d'une année, il y a eu des excès dans les propos à travers la presse. Puis il y a eu un écrit à la présidence de la République, avec des faux et usage de faux. J'ai déposé le dossier devant le conseil de direction, lequel a déféré les trois concernés devant le conseil d'éthique, le 5 septembre dernier. Le 19 septembre, ce dernier a décidé à l'unanimité de traduire les concernés devant le conseil de discipline. Cela a été très dur pour moi. Le conseil a décidé de mettre à la retraite deux enseignants et n'a pas encore statué sur le cas du troisième.»*

M. Khelifi précise : *«Les concernés ne venaient plus à l'école depuis des mois. Ils étaient injoignables. Nous leur avons envoyé des convocations, mais ils n'ont jamais répondu.»* Sur les cas de dérogations accordées aux bacheliers n'ayant pas obtenu la moyenne exigée, il affirme : *«En 2015, il y a eu un surplus de bacheliers et le ministre a fait valoir le principe de solidarité entre universités. Nous avons 40 places libres. Sur la liste reçue, 20 n'avaient pas la moyenne requise. Ils ont été mis sur liste d'attente, publiée sur le site de l'école et transmise au ministère, qui a décidé de leur signer des dérogations. Aucun n'est le fils de X ou Y.»*

Pour ce qui est des concours de doctorants, M. Khelifi déclare : *«Il s'agit d'attachés à la recherche en agronomie de l'INRA qui devaient être dispatchés à travers les établissements du secteur. Nous les avons inscrits et le ministère de l'Enseignement supérieur a validé leur inscription. Il n'y a rien d'anormal dans cette procédure.»*

S. T.

RASSEMBLEMENT DEVANT LE SIÈGE DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

“La tyrannie et la science ne peuvent pas cohabiter”

Des dizaines d'enseignants et d'étudiants de diverses facultés et spécialités, ainsi que des militants des droits de l'Homme se sont rassemblés, hier, devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur, à Ben Aknoun (Alger), pour exprimer leur opposition au licenciement “abusif” et “illégal” de 2 enseignants-chercheurs de l'École nationale supérieure d'agronomie (Ensa, ex-INA) d'El-Harrach, les professeurs Rosa Issolah et Aïssa Abdelguerfi. Des doctorants et autres universitaires, dont certains venus d'autres wilayas (Tipasa, Tizi Ouzou, Chlef, M'sila, Khemis Miliana...), portaient des banderoles et des pancartes sur lesquelles on pouvait lire notamment : “Non aux repréailles contre les consciences scientifiques et contre les universitaires algériens”, “Liberté académique et égalité des chances des étudiants”, “La tyrannie et la science ne peuvent pas cohabiter” et “Réintégration des professeurs licenciés”. Dans son communiqué, le collectif des enseignants de l'Ensa a rappelé avoir transmis “plus d'une vingtaine de requêtes” au ministère de tutelle et à ses “collaborateurs” pour les informer de l'importance de “défendre un projet de Grande École agronomique au service de la sécurité alimentaire de l'Algérie” et pour dénoncer les “graves dysfonctionnements” et les “irrégularités” dans les conditions d'accès au doctorat (sans concours) et en classes préparatoires (sans moyenne requise) pour certains candidats et bacheliers. Résultat : la direction de l'école les a traduits devant un conseil de discipline, qui a prononcé le licenciement des deux enseignants, en leur “absence” et sans respect de leur droit à “la défense” prévu pourtant dans le statut de la Fonction publique, en leur reprochant d'avoir commis “une faute professionnelle

de 4^e degré”. Autrement dit, ils ont été sanctionnés “sur la base de griefs, qui se regroupent autour de (leurs) articles dans la presse nationale, ce qui n'est pas du tout qualifié par la Fonction publique comme une faute professionnelle” (article 181 dudit statut). Enfin, les rédacteurs du communiqué ont revendiqué “l'annulation” des licenciements et le “rétablissement” des enseignants dans tous leurs modules, “la prise en compte” des besoins d'encadrement des étudiants préparant le doctorat (doctorants), qui étaient suivis par les enseignants suspendus, ainsi que le recouvrement de “la place stratégique” de l'Ensa en matière de soutien à la sécurité alimentaire et à la recherche. Sur les lieux de la contestation, bon nombre de participants, dont des enseignants ayant fait leurs classes avec les professeurs licenciés, ont exprimé leur indignation quant aux licenciements d'enseignants “compétents” et “intègres”, à l'image, entre autres, du P^r Aïssa Abdelguerfi, reconnu à l'échelle internationale, décoré de la médaille de mérite de la FAO et primé par la fondation Thompson Reuters. Hier, l'historien Daho Djerbal n'en revenait pas de ces “décisions contraires à la loi” émanant “d'autorités pas-

rachutées, sans crédit universitaire et académique”. Lui-même victime en 2000 de sanctions “illégalles”, ce dernier a rappelé que son problème a fini par se régler grâce à la protestation de ses étudiants. Outre les “décisions arbitraires et illégales à l'intérieur des universités algériennes”, l'historien a aussi déploré “la perte du pouvoir académique”. Un autre enseignant de l'université de Bab-Ezzouar a dénoncé, pour sa part, la situation qui prévaut dans les universités, y compris dans les laboratoires de recherche. “Vous trouvez normal que 90% des thèses dans le domaine scientifique ont été réalisées à l'étranger”, a exposé le physicien, en appelant à “sanctionner les irresponsables à l'origine des dégâts dans le fonctionnement des universités”. Quant à cet enseignant de l'École des hautes études commerciales de Koléa, il a précisé que les enseignants licenciés de l'Ensa “ne doivent pas se retrouver seuls, sinon ils seront broyés”. D'où son appel pour “internationaliser le problème”, afin de se protéger contre “les voyous” et pour montrer “qu'il y a encore des gens sains en Algérie”.

H. AMEYAR

Lancement d'une pétition

■ Une pétition adressée au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été lancée le 12 novembre et mise en ligne pour signature. Elle réclame "la réintégration" des professeurs licenciés de l'Ensa, en appelant la communauté universitaire et

les citoyens de soutenir les enseignants sanctionnés pour leur "engagement pour la liberté académique et d'opinion" garantie par la Constitution (article 42) et par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Elle appelle également à défendre "l'égalité des

chances des étudiants", confirmée par la loi fondamentale (article 65) et à se démarquer contre les "représailles" destinées à broyer la conscience scientifique et faire plier les universitaires algériens.

H. A.

COLLOQUE SUR LES TRAVAUX DE "PIERRE BOURDIEU ET LA SOCIÉTÉ KABYLE" À TIZI OUZOU Pour concilier la culture vécue avec la culture savante

L'hémicycle Aïssat-Rabah, de l'APW de Tizi Ouzou, a abrité durant deux jours (13 et 14 novembre) un colloque sur les travaux de Pierre Bourdieu et la société kabyle. Cet événement a été organisé par l'APW, en partenariat avec le laboratoire de recherche du département des langues et cultures étrangères de l'université Mouloud-Mammeri et l'association Le Défi d'Irjen.

Le coup d'envoi de ce colloque a été donné, dimanche dernier, après une minute de silence à la mémoire de Malek Chebel, anthropologue et spécialiste de l'islam, décédé samedi dernier à Paris. D'emblée, Mohand Akli Rezzik, représentant du laboratoire de recherche au département des langues et cultures étrangères de l'université Mouloud-Mammeri affirmera que "ce colloque s'inscrit dans la lignée des préoccupations de notre laboratoire. Nous sommes ici pour évoquer Pierre Bourdieu qui a réalisé de nombreux travaux de recherche en langue française sur notre

culture. Et tout cela pour dire en fait que cette même culture n'est plus étrangère", et d'ajouter : "Ce qui nous a surtout intéressé chez Bourdieu, c'est son côté pluridisciplinaire, notamment les humanités, ainsi que son parcours dans sa société et son quotidien. Nous pensons qu'il a essayé de zoomer son approche sur la société kabyle, et ce, en étudiant la société algérienne d'une manière générale." Il a pris cet échantillon pour mettre en place les fondements de sa théorie philosophique qui est actuellement traduite dans le monde entier. Indéniablement, le début du XX^e siècle reconnaît sur le plan académique la notoriété de Bourdieu dans les espaces philosophiques internationaux, notamment dans le monde anglo-saxon.

L'orateur a, entre autres, rappelé "la nécessité pour tout laboratoire scientifique de sortir de l'enceinte de l'université et d'aller à la rencontre de la société civile et du grand public, car nous considérons qu'une école qui ne se soucie pas du quotidien social et des



problèmes sociaux est appelée à disparaître", dit-il tout en enchaînant : "Nous devons concilier la culture vécue avec la culture savante." Intervenant à ce colloque, M^{me} Nadia Naar-Gada, maître de conférences au département anglais de Tizi Ouzou, a animé une communication intitulée "Comprendre la pensée de Pierre Bourdieu à travers le texte de Feraoun". Les deux auteurs ont, selon l'oratrice, une vision panora-

mique de cette société traditionnelle mais fermée sur elle-même. "En outre, la solidarité, la bravoure et la dignité constituent les principes fondamentaux de la société kabyle. La force physique, le courage, l'honneur et l'économie solidaire sont aussi observés. La paix est imposée dans le travail bien rythmé, en commun ou en solidarité avec les autres, et dont la richesse amassée est ensuite redistribuée dans le respect

mutuel et la générosité réciproque. Mais avec l'avènement de la colonisation, un profond bouleversement sera opéré sur l'organisation sociale de la Kabylie", a-t-elle indiqué. Pour M^{me} Gada, l'étude comparative entre l'œuvre de Mouloud Feraoun et les études sur le terrain de Pierre Bourdieu ont permis, toutefois, de découvrir un monde fortement structuré et un espace commun centré sur la personne, qui est considérée comme membre du groupe où la coutume garantit à chacun sa place. Cet espace est à la fois polyvalent et compartimenté, géré selon les critères de l'âge et du genre. Les travaux de ce colloque ont pris fin hier, il est cependant regrettable qu'un tel rendez-vous socioculturel axé sur les travaux d'un grand penseur et un éminent sociologue de l'envergure de Pierre Bourdieu n'ait pas drainé le grand public puisque les travaux de la première journée se sont déroulés dans un hémicycle à moitié vide !

K. TIGHILT

Université Akli Mohand Oulhadj

Affrontements entre étudiants

Des affrontements ont éclaté, hier, au niveau de la faculté des sciences et technologie de l'université Akli Mouhand Oulhadj de Bouira, entre des étudiants des syndicats UGEL, UNEA et UGEA et d'autres étudiants membres du collectif libre des étudiants de la même université. En effet et d'après des témoignages d'étudiants, tout a commencé vers 10h, au moment où des étudiants, membres des trois syndicats, se sont introduits à l'intérieur d'un amphithéâtre où se déroulait une assemblée générale à l'appel du collectif libre des étudiants, dont l'ordre du jour retenu n'était rien d'autre que «l'évaluation de la situation socio-pédagogique des étudiants». Toujours selon les mêmes sources, les étudiants des trois syndicats voulaient perturber le déroulement de cette AG, chose qui n'a pas été du goût

des participants. L'intervention à temps des agents de sécurité du campus a fait éviter le pire puisque la tension était montée d'un cran et les étudiants en sont arrivés aux mains. Finalement les étudiants «perturbateurs» ont été exclus de l'amphi, chose qui a permis la poursuite des travaux de l'AG. A noter enfin qu'une nouvelle AG sera tenue aujourd'hui par le même collectif au niveau de la faculté des sciences économiques sise à l'ancien campus de l'université. Dans une déclaration rendue publique et dont une copie nous a été remise, le collectif libre des étudiants dénonce «la dégradation des conditions de scolarisation des étudiants au niveau des départements». Les étudiants devront décider des actions qu'ils mèneront, suite à ces deux AG.

Oussama Khitouche

Il s'étalera du 14 au 15 novembre

Séminaire sur le génie électrique et l'électronique

L'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira abrite du 14 au 15 du mois en cours la première conférence nationale de l'électronique et du génie électrique. Organisée par le département du génie civile, cette rencontre scientifique regroupe de nombreux chercheurs et enseignants universitaires. Selon les organisateurs, une cinquantaine de conférences seront assurées durant les deux jours du séminaire. Ces conférences vont traiter de diverses thématiques liées essentiellement aux domaines de l'électronique et du génie électrique. Le séminaire va aussi s'intéresser de près aux énergies renou-

velables, aux panneaux photovoltaïques et à l'énergie solaire. Selon Ahcene Arbaoui, doyen de la faculté des sciences et des sciences appliquées, l'un des objectifs de la rencontre est de s'ouvrir sur le monde de la recherche dans les domaines des énergies et de l'électronique. Evoquant le domaine de l'électronique, M Arbaoui dira que celui-ci est très vaste et est utilisé dans la vie de tous les jours. Selon lui, l'électronique est présente dans la médecine, l'aéronautique et dans les nouvelles technologies. Le doyen fait aussi remarquer que deux imminents professeurs vont participer à cette rencontre scientifique en l'oc-

currence le Pr Youcef Soufi de l'université de Tebessa et Abdeldjalil Ouhabi de l'université de Tours (France). Ce dernier assurera une communication sous le thème «Analyse multi résolution : nouvelles tendances en imagerie médicale». Parmi les conférences programmées lors de ce séminaire, on peut citer celle traitant «des énergies renouvelables en Algérie» qu'assurera le Professeur Fateh Krim de l'université de Sétif. Il est utile de préciser que cette rencontre scientifique est la quatrième du genre qui sera organisée par la faculté des sciences et des sciences appliquées.

D. M.

Université Rabah Bitat Retour à la normale à l'institut d'architecture

A. Mallem

Les étudiants de l'institut d'architecture de l'université 3 Rabah Bitat de Ali Mendjeli ont poursuivi, hier, pour la troisième journée consécutive, leur grève des cours pour revendiquer l'amélioration de leur situation au niveau de la résidence universitaire n°6. Mais au cours de la journée, ils ont été contactés par le directeur de l'office des œuvres universitaires, M. Laiour Mohamed, qui a tenu avec les grévistes une séance de travail pour les écouter. Et à la fin de cette rencontre, leur problème a été réglé et il a été convenu de reprendre normalement les cours ce mardi matin. Interrogé à propos des revendica-

tions avancées par les grévistes, M. Laiour a expliqué que le problème de cohabitation des étudiants en architecture avec ceux des beaux-arts a été réglé avec le consentement des deux parties. « Nous avons convenu de les séparer pour que chaque catégorie soit logée dans un pavillon distinct. Les concernés ont accepté cette solution et tout est rentré dans l'ordre. Pour ce qui concerne les autres revendications, a ajouté le directeur des œuvres universitaires, les plaignants ont reconnu qu'ils ont exagéré à dessein leurs conditions de vie au niveau de la résidence n°6. « Celle-ci comporte 2000 lits, et eux ils ne sont que 600. Aussi, nous les avons convaincus qu'ils ne peu-

vent aller ailleurs puisqu'il y a assez de place dans la cité. Ils ont accepté cette solution».

M. Laiour nous racontera ensuite que le conflit avec les étudiants des Beaux-Arts est parti d'un match de football que les étudiants des deux branches ont disputé entre eux. La partie s'était terminée par une bagarre entre les deux équipes et la direction des œuvres universitaires est intervenue pour faire appliquer le règlement en déférant devant le conseil de discipline les principaux fauteurs de troubles. Ainsi cinq d'entre eux ont été condamnés à une exclusion conservatoire de la cité. Cette dernière a retrouvé son calme, a assuré notre interlocuteur, et la page est tournée.

Formation à la création d'entreprises Ansej

La maison de l'entrepreneu-
riat de l'université Aboubekr
Belkaïd de Tlemcen organise
depuis dimanche et jusqu'au 17
novembre au niveau de la bi-
bliothèque centrale, Pôle Ima-
ma (Bouhenak), des journées
de formation sur la création
d'entreprises dans le cadre de
l'agence nationale de soutien à
l'emploi des jeunes (Ansej). Se-
lon le directeur de l'Ansej de
Tlemcen, M. Bahif Mohamed,
les partenaires de l'Ansej (Cnas,
Casnos, Anem, centre national
du registre de commerce, admi-
nistration des impôts, banques
et notaires) et les microentrepri-
ses issues de l'université, con-
tribueront également à cette
action de formation d'une du-
rée de 5 jours, initiée par l'An-
sej. Plusieurs concepts ayant
trait à l'entreprise et aux parte-
naires sociaux seront abordés
lors de cette formation.

L'on peut citer la présentation

du dispositif Ansej, le dossier
bancaire et procédures, la fisca-
lité, les principes du droit des af-
faires, la procédure d'inscription
au registre de commerce, la
procédure d'affiliation et avan-
tages, les démarches de recru-
tement à travers les dispositifs
de l'Anem, ainsi que des té-
moignages de quelque 60 mi-
croentreprises Ansej, issues de
l'université dans différentes fi-
lières (entreprenariat, manage-
ment, technologie, hydraulique...)
. A l'issue de cette forma-
tion, des attestations seront dé-
livrées aux participants.

A noter que l'ouverture de
l'université d'hiver s'est effectuée
par le directeur de l'Ansej et ce,
présence du doyen de la faculté
des sciences économiques, Ben-
bouziane Mohamed, des parte-
naires de l'Ansej, et des forma-
teurs de l'Ansej, Habi Mustapha,
Khelil Bachir, Chikhi Mohamed
et Marouf Fatima Zohra. **K. B.**

DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Echanges entre experts algériens et européens

Un séminaire entrant dans le cadre du Programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association (P3A) qui lie l'Algérie et l'UE a débuté, hier, au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist), à Ben Aknoun. Placée sous le nom de Mission Taiex, «cette commission a pour premier objectif d'accompagner le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) dans la définition d'une stratégie nationale pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique», a indiqué Abdelhakim Djebrani, directeur du développement et de la prospective au MESRS. Cette rencontre a pour objectif de contribuer à concrétiser le programme dédié à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche doit passer, dira Djebrani, du mode de gestion administratif au mode managérial. La rencontre se veut aussi une concrétisation de certaines dispositions prévues dans l'accord d'association en matière de coopération scientifique, technique et technologique, a expliqué le directeur national du programme P3A, Djilali Lebibat. Ce dernier ajoutera que cette coopération favorisera l'établissement de liens permanents entre les communautés scientifiques des deux parties et renforcera la capacité de recherche en Algérie. Elle stimule également l'innovation technologique, le transfert de technologies nouvelles et de savoir-faire, la



mise en œuvre de projets de recherche et de développement technologique, ainsi que la valorisation des résultats de la recherche scientifique et technique.

«Il faut encourager toutes les actions visant à créer des synergies d'impact régional. Ce séminaire s'adresse aux chefs des établissements de l'enseignement supérieur en premier lieu afin de les engager dans la réforme et la définition de la stratégie nationale pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi qu'à renforcer leurs compétences managériales et pédagogiques», a expliqué Lebibat. De nombreux experts européens ont pris part à cette rencontre au cours de laquelle de nombreux thèmes ont été débattus dont la gouvernance et le financement de l'éducation, le développement des établissements de l'enseignement supérieur, apprend-on auprès d'un expert au Centre français de la recherche scientifique (CNRS). Durant deux jours, les

échanges entre les experts algériens et européens permettront d'aborder l'impact des changements socioéconomiques sur les politiques d'éducation, la modernisation des méthodes pédagogiques et l'assurance de la qualité de l'enseignement. Le directeur du Programme national P3A a noté, enfin, que cette mission se veut un moyen d'appuyer le ministère de l'Enseignement supérieur par des actions de conseil, d'expertise et de formation.

■ Walid Souahli

CRASC, Technopôle USTO - ORAN



مركز البحث في الأنثروبولوجيا الاجتماعية والثقافية
Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle

Conférence

Guerre d'Algérie et histoire mondiale

Hartmut Elsenhans, Historien, Professeur émérite
en sciences politiques Université de Leipzig (Allemagne)

Mardi 15 novembre 2016
à 14h00 - Au siège du CRASC

www.crasc.dz

TAUX D'ÉCHEC À L'UNIVERSITÉ

Les langues n'y sont pour rien

La langue d'enseignement souvent citée comme être l'origine de l'échec des étudiants de première année n'est, pour de nombreux responsables universitaires, qu'une cause parmi d'autres.

LARBI CHAHED, de l'Université d'Oran, a expliqué, hier, en marge d'un séminaire sur le développement de l'enseignement supérieur, que les étudiants qui ont redoublé leur première année ne sont principalement pas inscrits dans des filières enseignées en langue française. Puisque, dit-il, un grand nombre d'entre eux est issu des départements de sciences humaines, sciences politiques... et dont les cours pédagogiques sont assurés en langue arabe.

Rappelant que durant l'année universitaire 2015-2016, 50% des étudiants en première année n'ont pas obtenu la moyenne de 10/20, l'universitaire révèle que plusieurs d'entre eux ont décroché leur Bac avec des mentions «passable» ; une raison qui justifie, selon lui, ce taux d'échec. Il est dû aussi au changement du mode d'enseignement. *«Il y a une différence entre ce qui est demandé à l'élève au lycée et à l'étudiant à l'université : l'un est appelé à apprendre par cœur les leçons, l'autre à analyser et à faire un travail de réflexion»*. Pour Larbi Chahed, qui a présenté lors du séminaire une évolution de l'université algérienne, il est difficile d'imputer le taux d'échec des étudiants en première année au ministère de l'Enseignement supérieur seulement. *«Il faut faire travailler les ministères ensemble, en l'occurrence celui de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur pour que la première année d'université se fasse dans de meilleures conditions pour l'apprenant»*, suggère-t-il. Voulant être rassurant, Larbi Chahed affirme que ce taux d'échec n'est pas propre à l'Algérie car *«d'autres universités dans le monde connaissent ce malaise, à l'instar des universités françaises»*.

Cours de soutien...

Il appelle, cependant, à des solutions pour améliorer le niveau pédagogique des étudiants.



«Lorsqu'elle était ministre de l'Enseignement supérieur en France, Valérie Pécresse a préconisé un programme de soutien destiné aux étudiants de première année pour éviter de tomber dans des taux d'échec élevés», cite-t-il pour exemple, soulignant que l'université d'Oran en a déjà fait l'expérience. *«Nous avons mis en pratique cette solution de cours particuliers pour les étudiants du département de mathématiques. Des enseignants ont donné de leur temps pour assurer des cours supplémentaires à des groupes de 20 étudiants»*, témoigne Larbi Chahed. Résultat : leur niveau s'est amélioré. *«Ça nous a permis d'identifier les étudiants qui ont des difficultés à assimiler leurs cours et nous leur avons donné la chance de remonter leurs notes»*.

L'autre solution est, ajoute ce responsable à l'université d'Oran, de travailler avec des experts étrangers qui ont manifestement réussi à redresser le niveau pédagogique dans les établissements universitaires. L'objectif, d'ailleurs, a été fixé lors du séminaire d'hier, organisé en

collaboration avec l'Union européenne. Un programme sera élaboré à l'issue de deux jours de séminaire (hier et aujourd'hui Ndlr) pour accompagner le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans la définition d'une stratégie pour le développement des établissements. Il lui permettra de répondre aux questions de gouvernance et de finance-

ment de l'éducation et de la recherche. Le programme guidera les chefs d'établissements de l'enseignement supérieur afin de les engager dans la réforme et la définition de la stratégie nationale pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche et de renforcer leurs compétences managériales et pédagogiques.

Thanina Benamer

Les doctorants doivent soutenir avant fin 2017

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a fixé une date butoir pour la soutenance des professeurs doctorants. Selon une source ministérielle, Tahar Hadjar a prolongé les dates limites de soutenance jusqu'à décembre 2017. Les doctorants concernés sont ceux qui ont bouclé leur 6^e année de doctorat. Les «retardataires» doivent, précise notre source, soutenir avant 2017 sinon ils se verront retirer leur titre de doctorat. *«Les concernés ont eu trois fois l'occa-*

sion de soutenir et là le ministre leur accorde une quatrième et dernière chance», confirme-t-on au département de Hadjar. Les inscrits à l'école doctorale devaient, en effet, remettre leurs travaux au bout de quatre à six années de recherche maximum. Répondant à l'appel des professeurs pour la prolongation du délai de soutenance du doctorat d'Etat, M. Hadjar a accordé une année de plus au lieu des deux années réclamées.

Th. B.

COOPÉRATION UNION EUROPÉENNE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le passage à un mode de gestion managérial de l'université algérienne

Experts algériens et européens se sont réunis hier pour un atelier de travail s'inscrivant dans le cadre du Programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association (P3a) avec l'Union européenne pour ce qui est du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Naouel Bouklr - Alger (Le Soir) - Outre les autres domaines de coopération auxquels est dédié ce programme, la réunion d'hier s'est portée sur les modalités d'échange pour ce qui est de la qualité de l'enseignement supérieur et de la pédagogie. Mais pas que, puisque la réforme de ce secteur se veut aujourd'hui globale. En effet, à travers les instruments du P3a, c'est «le passage d'un mode de gestion administratif à un nouveau mode de gestion managérial qui est en réflexion actuellement», a déclaré Hakim Djebrani, directeur du développement et de la prospective au ministère de l'Enseignement supérieur. Et ce, à travers «la mise en place de projets d'établissements», a-t-il précisé. Plus explicitement, cela signifie la gestion de l'université telle une entreprise et non plus comme une administration. Autrement dit, elle devra fonctionner avec ses propres moyens matériels et financiers. D'où la nécessité que chaque établissement universitaire élabore son propre business plan, projet d'établissement, dans ce cas, qui lui est adapté.

La réforme du système de l'Enseignement supérieur par l'instauration d'un management de qualité n'inclut pas uniquement la gestion dans son sens administratif mais le fonctionnement global de l'université algérienne : qualité de l'enseignement, pédagogie, gérance, financement, entre autres.

La séance de travail d'hier organisée au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist) et ayant regroupé chercheurs et experts algériens et européens «va contribuer à la définition de la nouvelle stratégie nationale du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique», selon Djilali Lebibat, directeur national du P3a. Par ailleurs, «ayant contribué financière-

ment aux travaux de recherche du programme Horizon 2020, l'Algérie pourra bénéficier et investir ses résultats sur le plan national», a indiqué Clément Evrouk, expert légal et membre du comité de ce programme, unité de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

L'un des projets qui sera bientôt finalisé et qui sera certainement bénéfique

pour les établissements et cités universitaires algériens est celui de la gestion des systèmes alimentaires et des eaux. Et ce, au regard des gaspillages, surfacturations et détournements des approvisionnements ainsi qu'un manque d'hygiène conséquents dont les étudiants sont les premières victimes, mais qui sont devenus une quasi-norme aujourd'hui.

N. B.

COOPÉRATION ALGÉRO-FRANÇAISE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

Les 2^{es} Rencontres à Paris, les 5 et 6 décembre

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE est annoncée comme point de mire de cette coopération.

■ ABDELHAM AMARNI

La deuxième édition des « Rencontres franco-algériennes de la santé » se tiendra les 5 et 6 décembre prochains à Paris. Elle devra aborder des thématiques « d'intérêt commun » telles que la gestion des infrastructures de santé, la prise en charge des patients et l'industrie pharmaceutique, a-t-on indiqué hier à Paris auprès des organisateurs de cet événement.

Les débats autour de ces thématiques seront animés par des experts des deux pays lors d'une séance plénière qui permettra un échange d'expériences et d'initier de nouveaux partenariats institutionnels et industriels, ont relevé les organisateurs de la rencontre.

La séance plénière, prévue au premier jour de cette manifestation, sera suivie d'une session de

rencontres individuelles entre acteurs français et algériens a-t-on ajouté.

La seconde journée de ces Rencontres, placées sous le haut patronage du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, et de son homologue français Marisol Touraine, sera consacrée à des « échanges institutionnels ».

Le programme de cette manifestation vise l'approfondissement et les opportunités de la coopération bilatérale dans ce domaine, sachant que ces 2^{es} Rencontres aborderont plus particulièrement les thèmes liés à « l'accréditation, la normalisation, au cancer, la e-santé et le développement de l'industrie pharmaceutique ».

Le développement des relations bilatérales dans ce secteur notamment pharmaceutique et leur raffermissement ont été au centre des entretiens qui ont eu lieu en juillet



à Alger entre le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, et l'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Emé. Le ministre avait alors informé

l'ambassadeur de France que l'Algérie accordait « une importance prioritaire au développement de l'industrie pharmaceutique qui représente l'un des principaux axes du développement économique hors-hydrocarbures ». L'évolution de nouveaux axes de coopération dans les domaines de l'information sanitaire, du management hospitalier et de la formation » figure en bonne place dans cette coopération.

Au programme de ces Rencontres sont inscrits les secteurs de la greffe, la formation hospitalière, les systèmes d'infor-

mation hospitalière, les structures sanitaires et la lutte contre la contrefaçon du médicament.

Au-delà du transfert du know-how français, il s'agit aussi de profiter des formations partagées, des liens entre universités, entre CHU et de l'impact positif des nombreux médecins qui ont étudié en France, avait souligné l'ambassadeur français Bernard Emé.

La première édition de ces Rencontres s'est tenue en décembre 2015 à Alger. Plus de 400 acteurs des deux pays ainsi que 28 entreprises et 11 agences et fédérations professionnelles françaises, y ont pris part. Cette présence française de haut niveau témoigne des efforts consentis pour établir le partenariat d'exception voulu par les présidents Abdelaziz Bouteflika et François Hollande, avait souligné l'ambassadeur Emé en décembre 2015.

A.A.

TIZI OUZOU

Bourdieu et la société kabyle revisités

LES INTERVENANTS ont mis l'accent sur le fait que Bourdieu et Feraoun ont présenté la femme kabyle comme étant soumise et obéissante.

■ ACHAM MOHLEB

Le nom du sociologue et écrivain français Pierre Bourdieu a été souvent associé à celui de Mouloud Mammeri quand il s'agit de la Kabylie et de la société kabyle. Cette fois-ci, à l'occasion d'un colloque scientifique organisé, hier et avant-hier, à l'hémicycle de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou, c'est au romancier Mouloud Feraoun, auteur entre autres de « La terre et le sang » et de « Les chemins qui montent » que le nom de Bourdieu a été associé et ce, dans l'optique d'une étude comparative de la société kabyle dans l'œuvre du sociologue français Pierre Bourdieu et celle du romancier algérien Mouloud Feraoun. C'est le cas, entre autres, lors de la conférence animée par l'universitaire Nadia Gada.

D'ailleurs, le thème générique choisi pour ce colloque scientifique, organisé par l'APW de Tizi Ouzou en collaboration avec l'association « Défi » de la commune d'Irdjen (daïra de Larbaâ Nath Irathen) est : « Pierre Bourdieu et la société Kabyle ». Nadia Gada, docteur en littérature, a relevé dans son étude que, s'agissant de Mouloud Feraoun, la vision par rapport à la société kabyle est plutôt autochtone alors que chez Bourdieu, elle est étrangère.

L'intervenante, dans le même sillage, a mis en exergue les éléments de divergence et les parallélismes entre l'œuvre analytique du sociologue français et le roman « La terre et le sang » du romancier algérien, enfant de la Kabylie.

Toutefois, les éléments communs aux œuvres des deux intellectuels sont nombreux d'après la même analyste. Nadia Gada a rappelé que Pierre Bourdieu, à l'instar de Mouloud Feraoun, « aborde l'or-



L'éminent sociologue Pierre Bourdieu

ganisation politique et sociale de la Kabylie basée sur la solidarité, l'économie solidaire et le droit coutumier ». De même qu'ils présentent le village kabyle comme « une entité qui se caractérise par la domination à travers une tradition rigoureuse et des règles strictes qui régissent la vie communautaire et qui doivent être appliquées par les villageois sous peine d'être mis en quarantaine et excommuniés ».

Lors du même colloque, les intervenants ont mis l'accent sur le fait que Bourdieu et Feraoun ont présenté la femme kabyle, de l'époque bien sûr, comme étant soumise et obéissante à l'homme. « Elle est pourtant la reproductrice de cette structure sociale, en la transmettant à ses enfants et en veillant à l'application des règles qui la régissent », a-t-on indiqué. Dans l'œuvre de Mouloud Feraoun, la société est en mouvement et n'est pas figée. Elle est dynamique et évo-

lue, à travers de timides transgressions de ce droit coutumier, commises par certains individus, au risque d'être reniés par la communauté, alors que chez le sociologue Pierre Bourdieu, la société kabyle reste une structure non statique, ont expliqué par ailleurs les participants au colloque de Tizi Ouzou.

Le colloque sur Bourdieu à Tizi Ouzou a vu également l'implication du laboratoire des langues et cultures étrangères de l'université Mouloud-Mammeri. La vice-présidente de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou, qui intervenait à l'ouverture des travaux du colloque, a souligné que l'APW, en initiant ce genre de rencontres scientifiques, vise aussi à faire de cette assemblée un espace culturel et scientifique. C'est dans ce souci qu'a germé l'idée d'organiser un colloque scientifique sur le sociologue Pierre Bourdieu qui s'est longuement penché sur la société

kabyle, a indiqué la numéro deux de l'APW de Tizi Ouzou.

Parmi les universitaires et autres chercheurs conviés à communiquer, lors de ce colloque de deux journées, on peut citer la professeure émérite de l'université de Paris 8, Zineb Ali Ben Ali. Mohand Akli Rezak, représentant d'un laboratoire de recherches, le docteur Nadia Gada, enseignante au département d'anglais de Tizi Ouzou, Aini Belouche, du département de français, Belkacem Mostefaoui de l'École supérieure de journalisme d'Alger, Fatma Zohra Nedjal, de l'École supérieure des arts d'Alger, Saïd Chemakh, maître de conférences au département de tamazight, Nora Belgacem, maître de conférences au département interprétariat ainsi que des participants algériens venus de l'étranger. C'est le cas de la doctorante Sabrina Azzi de l'université du Québec au Canada.

A.M.

TIZI-OUZOU

Colloque international autour du thème «Pierre Bourdieu et la société kabyle»

•**PIERRE BOURDIEU** et la société kabyle, tel est le thème du colloque international de deux jours dont le coup d'envoi des travaux a été donné, avant-hier, au niveau de l'hémicycle Rabah-Aïssat de Tizi-Ouzou. Ce rendez-vous scientifique, convoqué par l'APW de Tizi Ouzou en collaboration avec le laboratoire des langues et cultures étrangères de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou et l'association scientifique «le Défi» d'Irdjen (Larbaâ-Nath-Irathen), a réuni des universitaires, des chercheurs et des intellectuels très au fait du profil scientifique et intellectuel de ce Français qui a tant aimé l'Algérie et qui déclara un jour avec solennité : «L'Algérie est mon deuxième pays !». Au cours de la matinée d'avant-hier, trois communications ont été assurées sous la modération de Zineb Ali Benali, professeur émérite à l'université Paris 8.

Ces interventions ont été faites respectivement par Nadia Gada, maître de conférence au département d'anglais de l'université Mouloud-Mammeri, Omar Belkhir, professeur au département de psychologie de la même université et enfin Belkacem Mostefaoui, professeur à l'École de journalisme d'Alger. Dans sa communication sur le thème «Comprendre la pensée de Pierre Bourdieu à travers le texte de Feraoun», Nadia Gada fera effectivement le parallèle entre les pensées sociologique et politique de Pierre Bourdieu et Mouloud Feraoun sur la société kabyle de cette période coloniale. La conférencière met-

tra cependant la différence des pensées entre les deux hommes puisque l'un a mis en avant dans ses études et recherches les outils sociologiques et le second la dynamique romanesque.

En fait, Nadia Gada s'est basée sur le roman «La terre et le sang» pour mettre en avant la grande et intime symbiose entre les pensées des deux hommes et surtout les points leur ayant servi d'indicateurs d'études de la société kabyle. Il va sans dire cependant que l'œuvre romanesque de Mouloud Feraoun «La terre et le sang» mérite davantage d'étude et de réflexion. Bien des exégètes de cet écrivain relèvent que le livre portait au moins trois principaux messages.

Le premier adressé à la société kabyle et qui signifiait qu'elle devait impérativement reconnaître ses faiblesses et ses défauts et, par conséquent, un appel pour des correctifs. Le deuxième était destiné à l'ordre colonial et qui signifiait que les Algériens ne pouvaient en aucun cas leur laisser leur pays. Et le troisième à la communauté internationale et qui signifiait que le peuple algérien était semblable aux autres et, par conséquent, il méritait de jouir pleinement de son indépendance. Dans «La terre et le sang» effectivement, on pouvait relever l'hypocrisie, les coups bas, la lâcheté des villageois et en même temps leur grande solidarité les uns envers les autres, le respect et l'ordre et enfin cette incessante volonté et ténacité exponentielle à atteindre l'objectif, et ce, quel que soit le prix à payer.

D'ailleurs, ce sont ces idées dégagées à travers son œuvre qui ont valu à Mouloud Feraoun la méfiance des laboratoires de pensées de la France coloniale. En tout cas, en ce qui la concerne, la conférencière mettra en avant une multitude de points constituant la similitude ou le rapprochement des thèses de Bourdieu et de Feraoun. Pour sa part, le professeur Omar Belkhir assurera une communication autour du thème «L'école et la domination culturelle vues par Pierre Bourdieu». La communication sera faite en langue arabe. Le conférencier mettra en avant le principe affirmé par Bourdieu selon lequel l'école est un espace où la culture du dominant se fait surtout la plus agressive, c'est-à-dire que le dominé ressent le plus sa frustration. Quant à Belkacem Mostefaoui, qui développera sa communication autour du thème «Revisiter l'œuvre de Pierre Bourdieu sur les questions du journalisme et de la Kabylie», il apportera beaucoup d'éclaircissement sur la personnalité de cet anthropologue, ethnologue et sociologue français.

Avant d'entrer dans le vif de son sujet, Belkacem Mostefaoui, lui-même à considérer comme «un universitaire et un intellectuel rebelle», fera le tour d'horizon sur certains faits relatifs à Pierre Bourdieu. Celui-ci, selon le conférencier, n'était pas aimé des universités de la France métropolitaine. La méfiance à son endroit et son «rejet» ont été tels qu'il fit sa thèse de doctorat à l'université d'Alger. C'est pour les besoins de sa thèse qu'il a com-

mencé à parcourir la Kabylie qu'il ne cessera jamais de chérir.

De cet amour pour la Kabylie et de cette grande honnêteté scientifique et intellectuelle, Pierre Bourdieu pénétra profondément la société kabyle, celle-là même qui lui procurera le mortier de ses principes sociologiques, lesquels sont devenus des références universelles. Belkacem Mostefaoui a indiqué que Pierre Bourdieu, dans sa quête de vérité, a côtoyé tous les pans et toutes les couches de la société kabyle. Le conférencier a précisé que Pierre Bourdieu venait très souvent à Djemmaâ N'Sarridj (Mekla).

Concernant sa relation avec les médias, notamment occidentaux, Pierre Bourdieu, selon le conférencier, était intraitable. La vérité à étaler sur la table coûte que coûte est souvent cette vérité qui n'arrange pas les intérêts du dominant qui préfère les idéologies populistes, car c'est de celles-ci qu'il maintient sa position de dominant. Pierre Bourdieu, loin des courants factices, pourtant bien rémunérateurs, a toujours mis en rempart les thèses scientifiques pour défendre cette vérité. Belkacem Mostefaoui indiquera également qu'au cours de la décennie noire, Pierre Bourdieu a défendu les intellectuels algériens lesquels étaient menacés dans leur intégrité physique et morale par l'hydre terroriste. Belkacem Mostefaoui se montrera parfait connaisseur de la personnalité de Pierre Bourdieu et de son parcours scientifique et intellectuel.

Saïd Tisseguine

TIZI-OUZOU

**Étude
comparative de
la société
kabyle**

Une étude comparative de la société kabyle dans l'oeuvre du sociologue français Pierre Bourdieu et celle du romancier algérien Mouloud Feraoun a été présentée dimanche à Tizi-Ouzou par l'universitaire Nadia Gada. Intervenant lors d'un colloque sur "Pierre Bourdieu et la société Kabyle" organisé à l'hémicycle Rabah Aissat de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Mme Gada a mis en exergue deux visions différentes, l'une étrangère et l'autre autochtone, de la société Kabyle en soulignant les points de divergence et les parallélismes entre l'oeuvre analytique du sociologue français et le roman *La terre et le sang* du romancier algérien, enfant de la Kabylie. Bourdieu tout comme Feraoun abordent pareillement l'organisation politique et sociale de la Kabylie basée sur la solidarité, l'économie solidaire et le droit coutumier. Tous deux présentent le village kabyle comme "une entité qui se caractérise par la domination à travers une tradition très rigoureuse et des règles dures qui régissent la vie communautaire et qui doivent être appliquées par les villageois sous peine d'être mis en quarantaine et excommunié", a-t-elle relevé. La femme, chez l'un comme chez l'autre, est présentée comme soumise et obéissante à l'homme. Elle est pourtant "la reproductrice de cette structure sociale, en la transmettant à ses enfants et en veillant à l'application des règles qui la régissent", a souligné Mme Gada. La différence entre le texte analytique de Bourdieu et celui romancier de Feraoun est que chez ce dernier, "la société est en mouvement et n'est pas figée". Elle est dynamique et évolue, à travers de timides transgressions de ce droit coutumier, "commises" par certains individus, au risque d'être reniés par la communauté, alors que chez le sociologue, "la société Kabyle reste une structure figée", a soutenu la conférencière. D'autres communications traitant, notamment du statut de la femme, et présentant une critique faite à l'oeuvre de Bourdieu, sont au programme de ce colloque qui se poursuivra demain (lundi), à l'initiative conjointe de l'APW, du Laboratoire des langues et cultures étrangères de l'université de Tizi-Ouzou, et de l'association culturelle Le défi d'Irdjen. Des universitaires d'Algérie (Tizi-Ouzou, Boumerdes et Alger), de France (Paris) et du Canada (Ottawa) participent à cette rencontre scientifique.

S.D.